

La transition de la Roumanie et son entrée dans l'Union européenne

Nicolae Păun

Faculté d'études européennes
Université Babeș-Bolyai Cluj-Napoca, Roumanie
nicolae.paun@ubbcluj.ro



Résumé

La transition de la Roumanie vers la démocratie s'est avérée un processus extrêmement sinueux, dont les valences politiques, économiques et, pas dernièrement, culturelles, sont analysées dans notre article, en guise d'un bilan à dix ans depuis l'intégration européenne du pays. Les premières années d'après 1989 ont été marquées par une persistance obstinée des éléments communistes, bien que certains changements de perception de la société soient arrivés plus tard. Faisant partie du projet européen, la Roumanie a atteint des performances modestes jusqu'à présent, ce qui engendre le besoin de construire un projet culturel, intellectuel, afin de poursuivre le processus de modernisation tellement nécessaire.

Mots-clés : transition, postcommunisme, réforme, intégration, modernisation

Romania's transition and accession to the European Union

Abstract

Romania's transition towards democracy has proven to be an extremely intricate process, whose political, economic and, not least, cultural dimensions are subjected to our analysis in the present article, in the guise of a report marking ten years since the country's European integration endeavour. The first years after 1989 were marked by an obstinate persistence of communist elements, albeit several changes in perception at the level of society did occur later on. As part of the European project, Romania has so far attained modest achievements, which triggers the necessity to build a cultural, intellectual project so as to pursue a much-needed modernisation process.

Keywords: transition, post-communism, reform, integration, modernisation

Le sujet que nous proposons doit être investigué en vertu de toute une littérature dédiée à ce thème épineux, avec des titres objectifs provenant de l'extérieur de la Roumanie, dont quelques ouvrages fondamentaux visent autant l'Europe centrale et de l'est, que, même de façon partielle, la Roumanie, comme : Catherine Durandin, *Histoire des Roumains; Perspectives roumaines: Du postcommunisme à l'intégration*

européenne; Roumanie, un piège?; Dennis Deletant, *La Roumanie sous le régime communiste; Ceaușescu and the Securitate: coercion and dissent in Romania*; Tom Gallagher, *Theft of a nation: Romania since communism; The Balkans after the Cold War: From Tyranny to Tragedy*; Keith Hitchins, *Studies in East European social history; Eastern Europe*; et Tony Judt, *Debating the nature of dissent in Eastern Europe; The rediscovery of Central Europe*. Nous avons la possibilité d'opter dans cette démarche qui ne s'avère pas facile pour des variantes formelles de présentation, caractérisées par des accents spécifiques aux dimensions économiques, ou bien culturelles. En revanche, nous préférions une approche essentiellement historique, avec des renvois des domaines de la sociologie, des sciences politiques, et, finalement, à un format culturel. En 2006, nous avons publié un article sous le titre « Les fondements culturels et les arguments du processus de l'intégration européenne » (Păun, 2006) et nous utiliserons des informations incluses dans cette recherche-là, tout en les actualisant, afin d'observer les éléments de continuité et de discontinuité dans cette nouvelle modernisation de la Roumanie, à une décennie depuis son intégration européenne.

Depuis même le moment initial de la transition, il y a eu toute une série de questions auxquelles l'historiographie roumaine et les intellectuels n'ont pas osé offrir une réponse acceptable. C'est en raison d'un mélange terrible de concepts, de points de vue, d'actions et d'appréciations, que le moment 1989 a continué à susciter des interprétations parmi les plus diverses. Même à présent, on n'a pas encore accepté d'une manière quasi-unanime dans la littérature de spécialité la nature de cet événement - s'il s'est agi en fait d'une révolution, d'une révolte populaire, d'un coup d'État, d'une révolution télévisée, d'une diversion dans les médias etc. (Siani-Davies, 2007).

Ce qui est clair, c'est qu'à ses débuts, le mouvement a été dénué d'un contenu idéologique majeur, car il a été fondé sur des éléments inspirés par l'Humanisme et les Lumières : les droits de l'homme, l'égalité devant la loi, ou bien la limitation des pouvoirs de l'État pour favoriser le rôle de l'individu. L'anticommunisme n'était pas clairement assumé, aussi parce que la dissidence a été sporadique, vu que la diaspora interagissait très rarement avec les réalités d'une Roumanie transformée en un espace obéissant et complice. Comme exceptions, on pourrait noter la dissidente Doina Cornea, aussi bien que d'autres voix, qui ont pénétré dans la conscience européenne, avec des publications notables¹.

À notre avis, le moment 1989 a marqué une rupture, qui n'a pas été seulement simulée, car elle a représenté une réalité. L'erreur y a été pourtant de la considérer une rupture absolue, systémique, tandis qu'il s'est agi d'une rupture intrasystémique. Sur la scène politique, après une semaine de révolte populaire, la

ligne seconde du Parti communiste roumain a émergé, afin de prendre le contrôle des événements qui se déroulaient hâtivement.

Néanmoins, la Roumanie avait réussi à entrer dans une logique des révoltes de l'est, plutôt par le biais de cette révolte populaire. Celle-ci a été suivie par une autre, beaucoup plus longue et extrêmement confuse, qui a été embellie par l'intermédiaire d'un scénario tout-à-fait raffiné, en raison des machinations orchestrées par la nomenklatura et l'appareil de répression de l'ancienne Sécurité. Celle-ci avait représenté le cancer incurable de la société roumaine, un véritable *cancer des âmes* (voir l'historien Vladimir Tismăneanu, 2011), que nous citons : « la dénonciation y a été érigée au rang de vertu ».

Ce parcours des événements a dérouté, choqué, ou déçu des millions de citoyens honnêtes de l'Europe et du monde entier, qui ont participé à une révolution télévisée si contestée et, ensuite, même détestée. Face au désir des intellectuels d'interdire l'accès aux fonctions de direction aux anciens communistes, énoncé dans la Proclamation de Timișoara (Petrescu et Petrescu, 2009 : 159-161), la voix de la démocratie civique de Roumanie s'est radicalisée soudainement. Ceci a provoqué le phénomène de la Place de l'Université, un moment d'extase presque narcissiste des intellectuels critiques de Roumanie, qui a marqué la renaissance d'une expérience mystique anticomuniste, aussi bien que d'un activisme civique extra-parlementaire. L'application du point 8 de la Proclamation de Timișoara a été le noyau des protestations : « Tous les anciens officiels du Parti communiste roumain seront bannis des fonctions publiques pendant une période de 10 ans. » En regardant la Place de l'Université, on fait une liaison directe entre l'enthousiasme provoqué par la chute du mur de Berlin et ce moment sublime de la société civile et de l'enthousiasme populaire, profondément anticomuniste. C'est dommage que le phénomène de la Place de l'Université de juin 1990 se soit consommé lui aussi, passant par les scénarios du nouveau pouvoir qui se prenait des contours en Roumanie.

Ce que le politologue français originaire de Roumanie Pierre Hassner² proposait dans ce cas, c'était le terme *démocrature*, pour un tel régime aux apparences démocratiques, mais qui, en réalité, contenait également des pratiques, des mentalités et des nostalgies liées à l'ancien régime. Le système entier pouvait être intitulé une *présidenture*, étant donné l'existence d'un président tout-puissant, exerçant une influence considérable sur le pouvoir législatif, mais qui a choisi la voie triste de la stagnation.

Nous avons voulu insister sur ce commencement, qui a marqué une transition lente, imprévisible et souvent frustrante, mais il faut également préciser quelques

tâches de couleur, ou certaines tentatives d'énoncer un message optimiste, que cette nation tellement suppliciée par le communisme méritait sans doute. C'est le cas, par exemple, du rôle des partis historiques, qui ont abouti à tracer, bien que lentement, les coordonnées d'une démocratie participative authentique. Nous tenons à mentionner, ainsi, les figures lumineuses de Corneliu Coposu et de Ion Rațiu, mais nous pourrions nous référer en général aux dirigeants du Parti national-paysan et du Parti national libéral, dont la plupart sont descendus dans l'arène de la vie politique suite à un long calvaire à l'intérieur des prisons communistes. En effet, entre 1997 et 1999, on a diffusé en Roumanie un terrible documentaire télévisé, nommé *Le Mémorial de la douleur*, dirigé par Madame Lucia Hossu-Longin³. C'est grâce à cela que les Roumains ont finalement pu interpréter avec étonnement les horreurs de cet espace de l'obéissance engendré par les communistes, en prenant connaissance de l'obscurité des prisons, telles Pitești, Aiud et Sighet (Stan, 2012 : 218-220), ou bien de l'infâme Canal Danube-Mer Noire. Par conséquent, nous avons vraiment compris pour la première fois que notre histoire, notre vie et nos valeurs avaient été contrefaites, que la Roumanie avait eu l'une des plus dignes résistances anticomunistes, qui avait éclipsé l'élite roumaine formée dans l'esprit européen pendant l'entre-deux-guerres. Elle se confrontait, en réalité, à un Parti qui s'était forgé son propre appareil de transmission propagandiste et qui gérait un véritable État de la Police politique, autrement dit, de la Sécurité, avec des sections économiques, culturelles, ou bien des affaires étrangères.

Une autre tâche de couleur enregistrée après 1989 a été le retour dans le pays d'une partie de la diaspora, qui mérite toute notre attention pour quelques instants, d'autant plus que son segment le plus actif, son noyau le plus dynamique, s'était formé et a produit ses meilleurs résultats en France. Ces membres de la diaspora, à côté des exilés roumains regroupés dans d'autres pays, sont rentrés, pour la plupart, en Roumanie et ont assumé le rôle des guerriers de la première ligne, en aidant et en enseignant les Roumains. Le tout est intervenu avec des pertes d'image et avec un opprobre public souvent trop impitoyable, que les néo-communistes et l'ancienne nomenklatura, réactivés sur des voies économiques, aussi bien que politiques, ont orchestré.

Il faut en fait insister davantage sur l'importance de la diaspora roumaine, avec ses structures, comme : le Centre roumain de recherches (Sorbonne)⁴, le Comité roumain d'assistance (CAROMAN), le Groupe roumain pour l'Europe unie, l'Association des étudiants roumains de Paris, le Conseil national roumain, la Fondation universitaire Roi Carol I, ou bien le Club de réflexion et d'action libérale. C'est ce segment, dont le centre indéniable a été Paris, qui a perpétué la tradition des partis politiques historiques, par des réunions et des pourparlers, qui, pourtant,

n'ont jamais mené à la création d'un véritable gouvernement en exil. En revanche, le grand enjeu visant la création d'un message européen pour la Roumanie a été favorisé par le nombre impressionnant d'associations et de forums de débats organisés par ces exilés, soit sous l'égide de l'Académie française, soit au sein des universités parisiennes - comme la Sorbonne, mentionnés ci-dessus (Corpădean, 2016 : 35-45). De là, des personnalités remarquables, avec une visibilité internationale et un degré d'intégration très prononcé dans la communauté intellectuelle de France et d'ailleurs, ont employé des voies complexes pour rendre connu leur message réformateur. Des voix puissantes comme celles des dissidents anticomunistes Monica Lovinescu, Virgil Ierunca et Paul Goma ont creusé profond dans les fondements du régime communiste de Roumanie et ont démarré une critique assidue aux microphones de la Radio Europe Libre. Alimentées des théories pro-européennes des intellectuels roumains de la diaspora, ces voix ont transpercé les frontières rigides du rideau de fer et sont arrivées dans les maisons et la conscience des Roumains, devenant de vrais symboles contre l'oppression.

Ainsi, la diaspora a apporté sa pierre au commencement de cette transition sur laquelle nous nous concentrons et qui, par ailleurs, a été d'une certaine mesure similaire à celle des autres pays centraux et est-européens, bien que beaucoup plus lente, avec des coûts beaucoup plus grands, des espoirs et des déceptions. Il ne faut non plus laisser de côté ses résultats modestes et les nombreuses actions qui ont choqué, ou bien horripilé (voir les mineuriades) (Stan, 2010 : 383-384). Nous, les Roumains, sommes encore affectés, même aujourd'hui, par ces déchaînements brutaux et sans précédent au monde moderne.

Il est vrai que la diaspora s'est coagulée difficilement dans une Roumanie pleine de confusion, aussi bien que la société civile, autour de quelques personnalités, dans un Groupe de dialogue social, ou autour de la Revue 22 etc. Ce Groupe serait devenu assez important pour essayer de se transformer en une entité politique, comme les Libéraux-démocrates de la Hongrie.

Les limites d'une société étouffée, harcelée, voire dévastée par le communisme absolument féroce de la période Ceaușescu ont donné la mesure d'une classe politique modeste, dénuée de vision et de projets. La chance de la Roumanie, malheureusement, n'a pas été le projet roumain, que nous n'avons pas eu et qui est à peine visible même à présent, en 2017, mais le projet européen. L'orientation de l'Europe Centrale vers la construction européenne, la réintégration de cet espace dans *Europa Magna*, le projet européen a apporté du sens à la transition. C'est de cette manière que la Roumanie a été elle-aussi menée sur le chemin de cette immense translation vers la modernisation et l'europeanisation, bien que notre pays s'y soit situé sur le sillage.

Les performances de la Roumanie visant le déroulement du processus d'intégration ont été modestes. Sans trouver trop d'arguments, il faut mentionner qu'après être sortie de l'Histoire pour un demi-siècle, la Roumanie doit maintenant reprendre sa démarche stratégique de modernisation et de développement, rejoindre l'Europe, rouvrir le débat culturel, refaire son tissu social, promouvoir la réforme - en commençant par la morale - la projeter dans les profondeurs de la société, c'est-à-dire, en bref, relever le grand défi - devenu de Sisyphe - de la même modernisation inaugurée au XIX^e siècle. Les vingt dernières années, malheureusement, la société roumaine n'a reçu de sa classe politique, comme il a été déjà mentionné, que des signes confus, populistes, velléitaires, des réformes ajournées et sans consistance. Ces contre-performances - expliquées par le très-très lent abandon du totalitarisme communiste, de l'économie contrôlée et par le manque de volonté compétitive - n'ont jamais permis à la société roumaine de s'ouvrir vers une sincère évaluation de la capacité du pays, de son potentiel humain et culturel, si nécessaire pour la modernisation actuelle. Sans un projet conçu et appliqué pour cette époque de transition, sans une dimension stratégique, les solutions salvatrices ne pouvaient pas naître. On a fait trop peu pour changer les mentalités dans une société où la simple adhésion de l'élite à l'idée d'eurocéisation et son enthousiasme pour l'Occident des valeurs, ne suffisent pas.

La transition aux tons gris que nous avons exposée a été une réalité vécue avec l'intensité des intellectuels qui ont voulu chaque jour plus d'Europe, plus de vélocité, une vie meilleure et un changement plus profond. La chance de l'Europe centrale et orientale de dépasser et de se détacher de cette transition, en grande mesure grise pour la Roumanie, a été l'intégration dans le projet communautaire.

Selon les appréciations de beaucoup d'historiens, comme Gérard Bossuat, Antonio Varsori et Wilfried Loth, pour mentionner seulement quelques membres marquants du Groupe de Liaison des historiens auprès des Communautés européennes, avec lesquels nous sommes tout à fait d'accord, la réunification du Continent par le processus d'intégration a une puissante motivation culturelle et est fondée sur des normes, des valeurs morales et institutionnelles. D'ailleurs, dans son ouvrage « *The Clash of Civilisations* », de 1993, Samuel Huntington (2007) montrait que « la source principale d'un conflit dans le monde d'après 1989 ne sera plus idéologique, mais économique ou culturelle ». À côté de ces nouvelles positions on retrouve les opinions d'un Francis Fukuyama (2006) qui, lui-aussi, pour souligner le manqué de valeurs morales à l'intérieur du communisme, considérait sa chute comme une « fin de l'Histoire », une raison de plus pour recréer les fondements culturels de notre monde, aujourd'hui.

Lorsque Matthieu Périchaud se demandait dans quelle mesure l'unification de l'Europe était un pas vers la globalisation, son apanage ou son complément, Tomlinson lui répondait que la globalisation se trouvait au centre de la culture moderne et qu'au milieu de la globalisation on retrouvait les politiques culturelles. Roland Robertson, discutant « la mythologie de la globalisation » (appelée ainsi d'après Ferguson) réintroduisait dans le débat le thème des fondements culturels, pendant que Viviane Reding, membre de la Commission européenne, soulignait, à son tour, en 2004 - pendant le colloque « Les provocations de l'éducation en Europe » - que l'Europe était un espace plurilingue et pluriculturel (Păun, 2006 : 53-60).

Autrement dit, le fondement culturel européen, avec ses traits spécifiques d'une région à l'autre, a joué et joue encore le rôle le plus important dans le processus d'unification de l'Europe ; son but est de renforcer la cohésion et la solidarité des Européens, car l'espace européen ne s'est jamais défini seulement par l'économique (Marché commun, monnaie unique).

À notre avis, c'est l'histoire qui reflète le mieux la culture et l'identité de l'Europe. La culture est la "mémoire génétiquement non transmissible des Européens ; et elle est mémoire seulement si elle arrive à créer son propre modèle".

La démarche d'introspection dans les valeurs culturelles européennes n'est pas gratuite. Pour nous, la recréation des identités et la valorisation des fondements culturels européens sont décisives à la fois pour l'intégration européenne plénière de la Roumanie et pour le futur de l'Europe.

En ce qui concerne l'analyse de l'intégration européenne, Adrian Marino - homme de lettres et philosophe de la culture qui, malheureusement, a quitté ce monde tenait pour évident le fait que la seule contribution originale de notre culture après 1989 était le commencement de la *politologie* roumaine. Peut-être cette définition est-elle trop critique; elle a toutefois le mérite de signaler les risques de la précarité du projet culturel chez nous. Un historien comme Sorin Antohi nous invite à une nouvelle lecture de la culture roumaine faite à la fois par les moyens critiques traditionnels et par une infusion massive de références critiques et de compétences occidentales. Un politologue comme Cristian Preda, avec sa rigueur bien connue, commente et amende le projet européen proposé par Adrian Marino, insistant sur la définition précise de "culture et valeur", "culture et société", "comportements intellectuels", etc. Il montre que les suppositions libérales - comme le "polycentrisme culturel" ou le "pluralisme des idées" - peuvent être facilement intégrées dans la langue de bois si l'on ne trouve pas les arguments nécessaires pour les définir. Preda se demandait de manière rhétorique comment définir les

deux Roumanies actuelles : l'une, ethnociste-nationaliste et traditionnelle, rurale ; l'autre, urbaine, pro-européenne et moderniste. Ou bien en se demandant encore : « Qu'est-ce que la Roumanie d'aujourd'hui ? », laissant le débat ouvert. Mihai Şora parle de la culture et de l'intégration des "fausses élites politiques" et de la mentalité roumaine d'être assisté par l'État. Nicolae Manolescu - dans le même contexte - cherche les points de contact entre les identités culturelles nationales et européennes etc. (Păun, 2006 : 53-60).

Des personnalités comme Virgil Nemoianu, Matei Călinescu, Mircea Cărtărescu, Alexandru Paleologu et d'autres se rapportent avant tout à la culture lorsqu'ils analysent les provocations de l'intégration européenne. Dans le même domaine, culture-société-politique, se situent Vladimir Tismăneanu, Andrei Cornea, Dan Pavel etc. (Păun, 2006 : 53-60).

La question *Qu'est-ce que la Roumanie aujourd'hui?* reste essentielle.

Examinant un tableau des indicateurs macroéconomiques⁵ des pays membres de l'Union européenne, on observe une condition intéressante pour la Roumanie, définie par des contrastes. D'une part, on remarque une dette publique peu consistante, située à la moitié de la proportion établie par les critères de convergence, mais d'autre part, la valeur du produit intérieur brut par habitant enregistre l'une des situations les moins favorables du bloc communautaire. En outre, pour ce qui est du taux du chômage, l'indicateur positionne la Roumanie à mi-chemin parmi les autres États membres, tandis que la croissance économique s'est rétablie depuis l'année de référence 2010, bien que d'une façon hésitante. Cependant, une inflation située encore loin de la valeur de convergence est l'un des facteurs les plus évidents qui empêchent une intégration plus prompte dans l'Union économique et monétaire. Cela dit, la Roumanie occupe pour l'instant la dix-septième place dans le cadre communautaire, dans la hiérarchie centrée sur le pouvoir économique.

Cela dit, nous considérons que la Roumanie d'aujourd'hui, la Roumanie européenne, est une réalité. C'est l'un des 28 pays qui participent à ce projet. Mais, à l'intérieur du projet roumain, il y a quelques éléments essentiels qui manquent. Nous estimons que dans le paradigme de l'intégration européenne, l'argument culturel est essentiel. Le projet roumain - comme celui des autres pays de l'espace ex-communiste, et pareil à celui des pays de l'Europe occidentale - est surtout un projet culturel (Dan, 2015 : 55-64). Pour que celui-ci s'accorde aux débats et au rythme de l'Europe, il est fort nécessaire de reprendre la discussion - voire la polémique - identitaire, de récupérer la dimension normative, morale et culturelle sans laquelle la modernisation et l'intégration européennes plénieries de la Roumanie ne seraient pas possibles.

Nous l'affirmons parce que, aussi en vertu de l'analyse présentée, le projet intellectuel est un projet large, compréhensif, qui vise des stratégies, des évolutions, des politiques publiques, des débats et de l'implication. Le tout ne se résume pas éminemment à des faits économiques ou à la volonté politique, mais en réalité, ceci a la finalité d'assumer une vision culturelle, qui donne des perspectives à un projet. Si l'on juge les choses de la sorte, les conclusions, soit statistiques, soit analytiques au sens quantitatif et qualitatif, nous montrent que dix ans après qu'elle a joint l'Union européenne, la Roumanie reste stagnante en ce qui concerne son degré d'intégration dans les politiques européennes et elle enregistre des faiblesses en ce qui concerne la convergence économique. On y ajoute un sentiment d'euroscepticisme qui ne cesse d'augmenter, dû aussi à la manière dont la Roumanie s'est comportée après 2007. Par exemple, les acteurs du marché roumain ont de la peine à se guider selon les mécanismes du marché intérieur, ce qui rend nécessaires des efforts supplémentaires de la part de l'Union européenne, afin que la Roumanie puisse se repositionner sur le marché européen et même global.

Il faut souligner que l'Union européenne espérait que la Roumanie deviendrait un exemple pour la région entière, même une étude de cas pour l'Europe du sud-est, ce qui n'a causé que du mécontentement. Il est visible à présent un sentiment de frustration éprouvé par de nombreux européens, non seulement de Bruxelles, mais aussi des États membres, qui avaient souhaité un parcours différent pour la Roumanie. Le degré très bas d'absorption des fonds européens est un exemple édificateur à ce propos⁶. En outre, la tendance de ne pas mettre en pratique la législation européenne et d'ignorer les avertissements issus par la Commission, ont déjà engendré des conséquences négatives, qui se transforment, en effet, en coûts pour la population de Roumanie. Pour exemplifier, il ne faut que penser à la directive visant les services et dont le dessein a été de renforcer la position des petites et moyennes entreprises, ce qui n'a pas été le cas chez nous.

Comme il s'observe des analyses effectuées sur les documents communautaires, la Roumanie ne respecte pas entièrement ses engagements à l'égard des partenaires communautaires. Certes, le facteur temporel y joue un rôle primordial, mais nous ne devons pas oublier que la Roumanie a obtenu, par ses négociations d'adhésion, les plus nombreuses périodes de transition. Malheureusement, les gouvernements n'ont pas toujours tenu compte de ces stipulations du Traité d'adhésion, ni même pour des politiques-clés, comme l'agriculture et l'environnement.

Ainsi, la Roumanie, qui appartient à un espace géopolitique, représenté par l'Union européenne, ne fait que s'éloigner de la géostratégie appartenant à cet espace, préférant en revanche un localisme tribal, à la chance véritable de l'intégration européenne. Le pays souffre à cause du manque des messagers d'une volonté politique dédiée à la construction des biens publics européens.

Nous sommes absolument convaincu et nous voulons renforcer le point de vue selon lequel la Roumanie a besoin plus que jamais d'un projet culturel et de ses intellectuels. Si, immédiatement après la chute du communisme, chez nous - comme partout dans l'Europe ex-communiste - les intellectuels ont senti le besoin de se justifier, en Europe centrale ils ont trouvé aussi les moyens de s'impliquer. Ils ont découvert des solutions pour les pays dont la transition impliquait aussi un changement culturel. Mais en Roumanie, l'activité des intellectuels, dans la transition du communisme à la démocratie, a été modeste, sinon maigre.

Il faut souligner encore une fois, par ces mots finaux, le fait que la Roumanie de l'année 2017 a toujours besoin de l'implication et de l'apport des intellectuels. Cette seconde modernisation - déroulée en parallèle avec une adhésion institutionnelle à l'Europe - nécessite un message culturel robuste. Ce sont les intellectuels qui ont l'obligation morale, normative, de conduire et d'éthique sociale de soutenir le processus d'intégration européenne de ce pays (Păun, 2006 : 53-60).

L'intégration européenne de la Roumanie est, comme il a été déjà souligné, une réalité et elle nous oblige à assumer d'une manière impérieuse un changement moral majeur. Il ne sera que positif. Tout simplement parce que la Roumanie d'aujourd'hui a dépassé l'âge des isolements politiques, économiques, culturels et intellectuels - nous espérons qu'elle a dépassé la transition - et parce qu'elle doit s'affirmer et recréer sa position et son identité dans la grande famille européenne.

Bibliographie

- Cornea, D. 2000. *La face cachée des choses*. Paris : Ed. Du Félin.
- Cornea, D. 2006. *Le pouvoir de la fragilité*. Bucarest. Ed. Humanitas.
- Cornea, D. 1991. *Lettres ouvertes et autres textes*. Bucarest : Ed. Humanitas.
- Cornea, D. 1990. *Liberté ? Entretiens avec Michel Combes*. Paris : Ed. Criterion.
- Corpădean, A.G. 2016. « Vie intellectuelle et libre expression sous le régime de Ceaușescu. Une rupture de la tradition francophone de l'entre-deux-guerres ». *Synergies Roumanie*, n° 11 p. 35-45.
- [En ligne]: <http://gerflint.fr/Base/Roumanie11/corpadean.pdf> [consulté le 20 août 2017].
- Dan, H. 2014. « The Role of Interculturalism in European Integration », in *Studia Universitatis Babes-Bolyai. Studia Europaea*, No. 2.
- Economic forecast for Romania*, Commission européenne. [En ligne]: https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-performance-country/romania/economic-forecast-romania_fr [consulté le 15 novembre 2017].
- Fukuyama, F. 2006. *The End of History and the Last Man*, Éd. Simon and Schuster.
- Hossu Longin, L. 2014. *Memorialul durerii: Întuneric și lumină*, Éd. Humanitas.
- Huntington, S.P. 2007. *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Éd. Simon and Schuster.
- Păun, C. 2006. « Les fondements culturels et les arguments du processus de l'intégration européenne ». *Synergies Roumanie*, n° 1, p. 53-60. [En ligne] : <https://gerflint.fr/Base/Roumanie1/Paun.pdf> [consulté le 15 novembre 2017].

- Păun, C., Corpădean, A.G. 2015. « European Regions and Multiculturalisms: Beyond the Nation? », in *Transylvanian Review*, vol. XXIV, sup. 1, Centre for Transylvanian Studies, Cluj-Napoca.
- Petrescu, C., Petrescu, D. 2009. « Retribution. Remembering. Representation : On Romania's Incomplete Break with the Communist Past », in Besier, Gerhard (éd.), *Geschichtsbilder in den postdiktatorischen Ländern Europas: auf der Suche nach historisch-politischen Identitäten*, LIT Verlag Münster.
- Rata de absorbție a fondurilor europene aferente exercițiului financiar 2007-2013*, Ministère des fonds européens de Roumanie. [En ligne] : <http://www.fonduri-ue.ro/presa/arbiva-noutati/2117-ministerul-fondurilor-europene-face-precizari-privind-rata-de-absorbție-a-fondurilor-europene-aferente-exercitiului-financiar-2007-2013> [consulté le 15 novembre 2017].
- Siani-Davies, P. 2007. *The Romanian Revolution of December 1989*, Cornell University Press.
- Stan, L. 2010. « Romania : in the shadow of the past », in Râmeț, Sabrina P. (éd.), *Central and Southeast European Politics since 1989*, Cambridge University Press.
- Stan, L. 2012, *Transitional Justice in Post-Communist Romania: The Politics of Memory*, Cambridge University Press.
- Tismăneanu, V. 2011. *Cancerul sufletelor. De la Felix Edmundovici la „Felix” Grivcovici*, in *Revista* 22, 8.03.

Notes

1. Voir: Doina Cornea, *Liberté? Entretiens avec Michel Combes*, Ed. Criterion, Paris, 1990 ; *Lettres ouvertes et autres textes*, Ed. Humanitas, Bucarest, 1991; *La face cachée des choses*, Ed. Du Félin, Paris, 2000 ; *Le pouvoir de la fragilité*, Ed. Humanitas, Bucarest, 2006.
2. Né le 31 janvier 1933, c'est un spécialiste français des relations internationales, d'origine juive roumaine. Il est directeur de recherche émérite au CERI (Centre d'études et de recherches internationales) et à la Fondation nationale des sciences politiques. Il enseigne au Centre européen de l'université Johns-Hopkins à Bologne (Italie).
3. Voir aussi : Lucia Hossu Longin, *Memorialul durerii: Întuneric și lumină*, Ed. Humanitas, 2014.
4. Le *Centre roumain de recherches* a été ouvert à la Sorbonne, en 1949, sous le patronage de l'Académie française.
5. *Economic forecast for Romania*, Commission européenne. [En ligne] : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-performance-country/romania/economic-forecast-romania_fr [consulté le 15 novembre 2017].
6. Voir : *Rata de absorbție a fondurilor europene aferente exercițiului financiar 2007-2013*, Ministère des fonds européens de Roumanie. [En ligne] : <http://www.fonduri-ue.ro/presa/arbiva-noutati/2117-ministerul-fondurilor-europene-face-precizari-privind-rata-de-absorbție-a-fondurilor-europene-aferente-exercitiului-financiar-2007-2013> [consulté le 15 novembre 2017].